

Agriculture et Alimentation: il est temps de choisir!



**Campagne pour une agriculture
et une alimentation durables**



Les Amis de la Terre France



■ Agriculture et Alimentation: il est temps de choisir!

La nourriture et l'agriculture en Europe doivent changer: les politiques agricoles et alimentaires actuelles ne fournissent pas une alimentation de qualité. Le sol, l'air et l'eau sont pollués par l'agriculture intensive.

Si la Politique Agricole Commune (PAC) de l'Union Européenne (UE) a pour objectif de soutenir les agriculteurs et fournir une alimentation de qualité, elle ne remplit pas cette mission.

L'essentiel des 40 milliards d'euros que l'UE dépense chaque année pour l'agriculture, soutient l'intensification et la productivité au détriment de l'environnement. L'utilisation des fonds européens répond, à travers les plus gros exploitants agricoles, aux intérêts de la distribution, des secteurs agroalimentaires et agrochimiques: 70% des aides de la PAC bénéficient seulement à 20% des agriculteurs. En outre, les exportations financées par la PAC, nuisent aux pays en voie de développement puisqu'elles exercent une concurrence déloyale sur les producteurs locaux.

Rejoignez-nous!

Les Amis de la Terre font campagne pour une agriculture durable et pour une alimentation saine. Rejoignez-nous et aidez-nous à diffuser notre message auprès des décideurs politiques, des industries agrochimiques, agroalimentaires et des supermarchés.



■ L'élevage: intensif jusque dans nos assiettes!

La production de viande intensive est largement inefficace. Pour chaque kilo de bœuf, sont consommés 5 kilos de protéines alimentaires d'origine végétale. Chaque année, l'Europe importe 55 millions de tonnes de ces protéines du Brésil, de Thaïlande et d'autres pays du Sud, monopolisant ainsi la terre qui pourrait être mieux utilisée pour produire la nourriture indispensable à la consommation humaine.

"La nourriture était destinée aux populations, aux enfants. Maintenant, ils plantent du soja pour les cochons en Europe" dit Joao Claudio, un agriculteur du Brésil.

L'utilisation des antibiotiques pour accélérer la croissance des animaux, peut diminuer l'efficacité de médicaments utilisés chez les humains. La PAC favorise en outre l'élevage industriel, en pratiquant le paiement par tête de bétail et en fournissant des aides à l'exportation pour le porc, le bœuf et la volaille. Le système de paiement par tête encourage les agriculteurs à intensifier leur production. Le système devrait



au contraire être lié à la taille de l'exploitation pour s'assurer qu'il n'y ait pas trop d'animaux sur l'exploitation. Dans le domaine de l'élevage, les exploitations diversifiées et complémentaires (élevages/ cultures fourragères diversifiées) devraient être encouragées.

Enfin, les animaux vivants sont transportés partout dans le monde. La PAC favorise activement ce système en accordant des soutiens à l'exportation d'animaux plutôt que de décourager la surproduction. Il en résulte des dépenses d'énergie superflues qu'il faut apprendre à maîtriser.

■ Les fruits et les légumes sont-ils toujours sains?

Les fruits frais et les légumes sont indispensables à un régime alimentaire équilibré. Ils pourraient être beaucoup plus bénéfiques sans résidus de produits phytosanitaires. Actuellement, beaucoup de fruits et de légumes contiennent des résidus de ces produits. Les produits phytosanitaires destinés à lutter contre les parasites ont aussi un impact sur la santé humaine (faiblesse du système immunitaire, troubles de la fertilité, dégénérescence des cellules).

Chaque année, l'Union Européenne dépense 2 milliards d'euros pour "soutenir" la production de fruits et légumes. Pourquoi ne pas en profiter pour mieux former les agriculteurs à une utilisation optimale des produits phytosanitaires?

Au lieu de cela, l'UE s'est entêtée à standardiser le secteur des fruits au détriment des variétés locales. Il existe environ 2300 variétés de pommes en Europe du Nord. Combien de variétés sont présentées sur les étalages?

En 1990, une réglementation européenne entre en vigueur, excluant de la commercialisation les pommes dont le diamètre est inférieur à 55 mm. Des tonnes de pommes sont donc détruites alors que des quantités massives de produits phytosanitaires et d'engrais ont été utilisés pour la production de pommes calibrées. La biodiversité de nos campagnes a été peu à peu remplacée par des systèmes agricoles simplifiés et organisés autour de quelques monocultures. Notre alimentation est ainsi assurée par un nombre d'espèces et de variétés de plus en plus réduit.



■ Les oliviers: attention aux pratiques polluantes...

L'olive est la culture durable par excellence. Pourtant, la PAC encourage les producteurs à intensifier leur production. Les aides européennes, basées sur la production, favorisent le remplacement des vieilles plantations par des nouvelles. Ces méthodes intensives nuisent au maintien de la biodiversité et de la structure des sols. Elles obligent les agriculteurs à utiliser plus d'engrais alors que les couches supérieures du sol sont facilement lessivées par les pluies entraînant avec elles les fertilisants et les herbicides utilisés. L'intensification de cette culture, favorise aussi des schémas d'irrigation,

particulièrement problématiques dans le sud de l'Europe qui compte de nombreuses zones arides.



■ Le paradoxe du tabac

Même si le tabac ne nourrit pas la population, la PAC octroie à cette culture destinée à l'exportation 7000 euros d'aides par hectare! Alors que dans le même temps, chaque pays développe une stratégie pour dissuader les citoyens de fumer.

De plus, la culture intensive du tabac a un impact environnemental certain comme l'érosion des sols, la déforestation, et l'accumulation de produits chimiques dans l'écosystème.

■ Comment les politiques alimentaires et agricoles devraient évoluer?

Soutenir davantage le développement rural

Une plus grande partie du budget de la PAC devrait être alloué au développement rural. Cela implique le soutien aux agriculteurs dans des zones difficiles (dans les montagnes par exemple), l'entretien des paysages et de la biodiversité, la promotion des variétés locales et de l'agriculture biologique ainsi que le développement d'infrastructures locales et régionales nécessaires à l'agriculture.

Encourager le développement local plutôt que la mondialisation

La nouvelle PAC ne devrait plus subventionner la conquête des marchés mondiaux mais devrait plutôt donner la priorité au commerce local et régional. Les subventions à l'exportation doivent être supprimées.

Favoriser l'éco-conditionnalité pour toutes les subventions de la PAC

L'octroi des aides "PAC" doit être conditionné à la performance environnementale des exploitations. Une prime minimale unique pour toutes les exploitations gérées de manière durable devrait remplacer les paiements actuels par hectare et par tête.

Donner la priorité aux petites exploitations durables

Les subventions de la PAC aux grandes exploitations doivent être réduites et redistribuées, au bénéfice de petites exploitations plus diversifiées et respectueuses de l'environnement.

Contrôler l'industrie agroalimentaire et agrochimique

Aujourd'hui la chaîne alimentaire est dominée par le secteur agrochimique (fourniture de produits phytosanitaires) et par le secteur de la distribution (supermarchés) qui imposent leurs propres normes. Par conséquent, les consommateurs achètent de plus en plus de produits standardisés et transportés partout dans le monde sans tenir compte des saisons, au détriment de la biodiversité et des modes de production locaux. Les pouvoirs publics doivent exercer un contrôle sur les industries et la distribution.

L'impôt "vert"

Une réforme de l'impôt devrait alléger la charge de l'impôt sur le travail, introduire et accroître petit à petit les taxes sur le transport et sur les produits chimiques utilisés.

■ Montrez-moi votre assiette et je vous dirai qui vous êtes!

Parce-qu'on est ce que l'on mange, privilégions les produits locaux et durables et tenons compte des saisons! Il existe d'autres modes de production qu'il faut valoriser comme les produits du terroir (A.O.C. par exemple) et l'agriculture biologique. Soutenir les productions et les marchés locaux aide à renforcer le lien entre les producteurs et les consommateurs. En effet, la confiance du public dépend aussi de la capacité de l'agriculture à renouveler les ressources environnementales et à produire une alimentation de qualité. Les marchés de proximité entretiennent le lien social entre ville et campagne:



parce qu'ils permettent aux consommateurs de maintenir le contact avec les producteurs et de faire le lien entre agriculture et alimentation. La production et la distribution locales encouragent la biodiversité, réduisent le transport consommateur d'énergie et aident à renforcer les économies et la vie sociale locale. Le développement local de la chaîne alimentaire redonne le contrôle de la chaîne alimentaire aux agriculteurs et au public.





■ Vous pouvez faire la différence!

En soutenant les marchés de proximité, en achetant et la vente directe pour participer à un système agricole durable ainsi qu'à campagnes plus vivantes et plus vertes.

Concrètement:

- Exprimez aux commerçants votre préférence pour des produits de qualité à des prix équitables. Dites-leur que vous voulez acheter des variétés locales et de la nourriture provenant des exploitations de la région.
- Allez sur notre site, suivez nos actions et participez pour exprimer aux décideurs politiques et aux filières agrochimiques et agroalimentaires ce que vous pensez.
- Adhérez à un groupe local des Amis de la Terre (renseignement auprès du secrétariat national 01 48 51 32 22) et prenez part au mouvement pour redonner de la diversité, du goût et de la vigueur à nos assiettes et à nos campagnes!

Friends of the Earth Europe

29 Rue Blanche
Brussels B-1060
Belgium
phone: +32 - 25420180
fax: +32 - 2537 5596
info@foeeurope.org
www.foeeurope.org
www.choosefoodchoosefarming.org

Les Amis de la Terre

2 B rue Jules Ferry
93100 Montreuil
France
Téléphone: 01 48 51 32 22
Fax: 01 48 51 33 23
france@amisdelaterre.org
www.amisdelaterre.org

Cette campagne est financée par l'Union Européenne, (DG de l'Environnement) et, en France, par le ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et le Ministère de l'Agriculture.